



Juin 2015

**RAPPORT D'ÉVALUATION
DU PROJET «*LOW CARBON
ENERGY*» MIS EN ŒUVRE A
DOUALA AU CAMEROUN**

RAPPORT FINAL

JIAZET NOUMEYI STEFANY MINETTE

CONSULTANTE INDEPENDANTE

Tél : (+237) 6 91 66 20 63 / 6 51 69 79 91

ABBREVIATIONS

CAD:	Communes d'Arrondissements de Douala
CMA :	Centre Médical d'Arrondissement
CLUVA :	<i>Climate Change and Urban Vulnerability in Africa</i>
FCTV:	Fondation Camerounaise de la Terre Vivante
GES :	Gaz à effet de serre
GIEC :	Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat
LCE:	<i>Low Carbon Energy</i>
LEF:	<i>Living Earth Foundation</i>
MINEE:	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEPDED :	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement Durable
OSC:	Organisations de la Société Civile
PME :	Petites et Moyennes Entreprises
PNUE :	Programme des Nations Unies pour l'Environnement

SOMMAIRE

ABBREVIATIONS	2
SOMMAIRE	3
INTRODUCTION	5
1. BREVE DESCRIPTION DU PROJET LCE	5
1.1 Objectifs du projet	5
1.2 Résultats attendus du projet.....	6
1.3 Principales parties prenantes du projet	6
1.4 Coût total du projet.....	6
2. BUT ET METHODOLOGIE DE L'EVALUATION	7
2.1. But de l'évaluation	7
2.2 Méthode d'évaluation retenue	7
2.2.1 Préparation	7
2.2.2 Investigations de terrain	7
2.2.3 Traitement et analyse des données collectées	8
2.2.4 Elaboration et soumission des rapports (draft et final) d'évaluation	8
3. RESULTATS DE L'EVALUATION : CONSTATS ET ANALYSES	8
3.1 Conception/formulation du projet.....	8
3.1.1 Analyse du document de projet.....	8
3.1.2 Analyse de la stratégie du projet ou l'approche globale utilisée par la FCTV	9
3.2 Mise en œuvre du projet	11
3.2.1 Etat de la collaboration entre les différents partenaires	11
3.2.2 Suivi-évaluation	11
3.2.3 Ressources humaines.....	11
3.3 Appréciation des progrès réalisés et de la performance du projet.....	12
3.3.1 Pertinence	12
3.3.2 Efficacité.....	12
3.3.3 Efficience.....	15
3.3.4 Impacts.....	16
3.3.5 Durabilité	18
3.4 Leçons apprises, possibilités de réplication et formulation des recommandations	19
3.4.1 Leçons apprises et possibilités de réplication	19
3.4.2 Formulation des recommandations.....	19
CONCLUSION	20
ANNEXES	21

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Budget total du projet LCE.....	6
Tableau 2 : Taux de réalisation des activités du projet au 31 janvier 2015.....	12
Tableau 3 : Estimation du taux d'atteinte des résultats immédiats du projet	13
Tableau 4 : Coût des réalisations de quelques activités du projet.....	14

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Approche utilisée par l'organisation pour apporter le changement dans la vie des bénéficiaires	9
---	---

LISTES DES ANNEXES

Annexe 1 : Plan d'évaluation du projet.....	21
Annexe 2 : Guides d'entretien	22
Annexe 3 : Calendrier de déploiement de la mission.....	23
Annexe 4 : Liste des personnes rencontrées/contactées	26
Annexe 5 : Taux de réalisation des activités	28
Annexe 6 : Estimation du taux d'atteinte des résultats	30

INTRODUCTION

Selon le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (2007), les changements climatiques sont définis comme une variation des paramètres climatiques (température, humidité, vent, précipitations et nébulosité) sur une longue période. Le Cameroun, à l'instar d'autres pays de l'Afrique subsaharienne est vulnérable aux effets des changements climatiques. En effet, les conséquences de la variabilité climatique se font de plus en plus ressentir dans les villes camerounaises et notamment dans la ville de Douala. On peut noter entre autres comme conséquences la montée du niveau de la mer, la saturation et la pollution de l'air ambiant, les inondations fréquentes, la variation des températures, la dégradation des écosystèmes côtiers et de mangroves, etc. Toutes ces conséquences affectent négativement le niveau de vie des populations pauvres déjà précaires et contribuent à accroître leur vulnérabilité. Les facteurs naturels et majoritairement les facteurs anthropiques expliquent le phénomène de réchauffement climatique dans les villes. Parmi les activités humaines exacerbant ce phénomène, l'on a la mauvaise affectation des terres, l'occupation anarchique des villes, les modes de production et de consommation non durables. En effet, les sources de pollution possibles aux dioxydes de carbone et autres gaz à effet de serre sont la circulation automobile, les émissions industrielles, les engins vétustes, la consommation des énergies fossiles au détriment des énergies propres.

Conscient de la contribution des villes (y compris le secteur énergétique) au changement climatique et de l'impérieuse nécessité des pays de converger vers une économie verte, donc des villes durables, il est impératif de s'interroger sur les modes actuels de consommation énergétique. En effet, une rationalisation de la consommation énergétique (via la promotion des produits à faible émission en carbone) par les ménages pauvres pour permettre de réduire leur vulnérabilité aux effets des changements climatiques et par la même améliorer leurs conditions de vie. C'est la raison pour laquelle plusieurs organisations de la société civile (OSC) mettent en œuvre de plus en plus des projets qui visent la promotion de l'utilisation des formes d'énergie modernes. C'est dans ce contexte que la Fondation Camerounaise de la Terre Vivante (FCTV) en partenariat avec *Living Earth Foundation* (LEF) a initié le projet «*Low Carbon Energy* (LCE)». Ce projet vise à encourager et favoriser la participation de tous dans un marché de commercialisation d'énergie à faibles émissions en carbone dans le but de saisir les opportunités socio-économiques à travers une réduction du taux des gaz à effet de serre (GES). La finalité étant d'améliorer les conditions de vie des quartiers précaires de la ville de Douala à travers la promotion d'un marché de commercialisation de produits à faible émission en carbone par des petites et moyennes entreprises et leur utilisation par les OSC et les ménages.

Plusieurs activités ont été mises en œuvre par ce projet. Rendu à son terme, il est impératif d'apprécier les progrès enregistrés ainsi que les impacts de l'action d'où l'initiation par la FCTV de son évaluation finale.

1. BREVE DESCRIPTION DU PROJET LCE

Le projet LCE a été mis en œuvre dans les quartiers précaires de la ville de Douala entre Octobre 2012 et Janvier 2015. Cette section présente les objectifs du projet, les résultats attendus ainsi que les principales parties prenantes.

1.1 Objectifs du projet

L'objectif global du projet LCE est d'encourager et de favoriser la participation des petites et moyennes entreprises dans un marché de commercialisation d'énergie à faibles émissions en carbone dans le but de saisir

les opportunités socio-économiques à travers une réduction du taux des gaz à effet de serre (GES). La finalité étant d'améliorer les conditions de vie des quartiers précaires de la ville de Douala. De façon spécifique, il visait à créer un cercle vertueux par lequel les entreprises sociales développent des affaires fournissant des services contrôlées et organisées, des opportunités d'emploi contribuant ainsi à la lutte contre le changement climatique.

1.2. Résultats attendus du projet

Trois principaux résultats étaient attendus de ce projet à savoir :

- ❖ 3000 ménages des bidonvilles ayant à la tête de la famille principalement des femmes et six (06) institutions publiques (dispensaires, écoles, gouvernements locaux, etc.) dans trois zones de bidonvilles de la ville de Douala au Cameroun auront adopté au moins d'ici 2015, une nouvelle source de produit à faible carbone afin de promouvoir une énergie durable, contribuant ainsi à une réduction mesurable des émissions de carbone et à l'établissement d'un marché local de l'énergie verte ;
- ❖ D'ici 2015, la société civile et les décideurs politiques dans les municipalités de Douala sont davantage conscientisés sur les options énergétiques à faible émission et leurs décisions sont basées sur des choix informées concernant les opportunités pour atténuer le changement climatique ;
- ❖ *Living Earth Foundation* (LEF) aura d'ici fin 2015, réduit son empreinte écologique de ses opérations en Angleterre et à l'étranger, basé sur une analyse structurée de la portée présente et optimale de tous les programmes existants qui sont considérés à terme comme ayant des bénéfices sur le climat.

1.3 Principales parties prenantes du projet

Les principales parties prenantes du projet LCE sont : Comic Relief, LEF, FCTV, les petites et moyennes entreprises, les ménages des quartiers précaires de la ville de Douala, les OSC et organisations internationales à l'instar du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et les institutions publiques à l'instar du Ministère de l'Eau et de l'Energie (MINEE), le Ministère de l'Environnement et la protection de la nature (MINEPDED), les Communes d'Arrondissements de Douala (CAD) deuxième, troisième et quatrième (CAD 2, CAD3, CAD 4).

1.4 Coût total du projet

Le budget total du projet qui ne représente qu'entre autre le montant dont ont bénéficié les organismes partenaires est donné par le tableau suivant.

Tableau 1 : Budget total du projet LCE

Organismes bénéficiaires	Montant bénéficié en Livre Sterling (£)	Pourcentage bénéficié (%)
LEF	13 450	13,5%
FCTV	86 486	86,5%
Budget total du projet	99 936	100%

Source : Document de projet

Le budget total du projet est de 99 936 £.

2. BUT ET METHODOLOGIE DE L'EVALUATION

2.1. But de l'évaluation

L'évaluation finale porte sur toute la durée de mise en œuvre du projet à savoir d'octobre 2012 à janvier 2015. Le but de la présente évaluation est de :

- ❖ Fournir une évaluation indépendante des progrès et de la performance du projet par rapport des cibles incluant les activités validées, les résultats attendus et les objectifs ;
- ❖ Identifier les zones clés d'apprentissage et les possibilités de reproduction ;
- ❖ Fournir des recommandations aux partenaires du projet ainsi que les bailleurs de fonds pour renseigner les programmes de développement futurs.

2.2 Méthode d'évaluation retenue

La méthode retenue pour cette évaluation s'est articulée autour de cinq étapes à savoir : la préparation, les investigations sur le terrain dans les quartiers touchés par le projet, le traitement et l'analyse des données, la production et la soumission des rapports d'évaluation (draft et rapport final).

2.2.1 Préparation

Elle a consisté pour le consultant à faire une brève présentation au coordonnateur du projet de la démarche de réalisation de cette évaluation. Elle a en outre permis de recueillir non seulement la documentation à la base du projet mais aussi des informations complémentaires permettant d'identifier les différentes parties prenantes à prendre part à cette évaluation finale et de mieux planifier les visites de terrain ainsi que les entretiens.

Par ailleurs, une revue documentaire a été effectuée par le consultant afin d'avoir une meilleure connaissance et compréhension du projet notamment ses objectifs, les résultats, les activités menées, l'approche utilisée par le projet, etc. Celle-ci a porté sur le document de projet, la matrice de suivi-évaluation, les rapports de formation, les comptes rendus d'activités, le rapport d'évaluation à mi-parcours, les rapports annuels, etc. Il faut noter que cette phase a facilité l'élaboration du plan d'évaluation (**Annexe 1**) et des guides d'entretien. A cet effet, plusieurs guides d'entretien (**Annexe 2**) ont été élaborés notamment pour les ménages utilisant les produits à faible émission de carbone (sacs marmites, charbon écologique), les ménages bénéficiaires des produits *Solar Bulb*, les institutions publiques à savoir l'Hôpital de Bonassama et le Centre Médical d'Arrondissement (CMA) d'Oyack bénéficiaires respectivement des installations d'un chauffe-eau solaire et d'une plaque solaire, les petites et moyennes entreprises (PME), les OSC et le personnel communal, les unités de production des produits à faible émission en carbone (Socoo Eco-Green, Kemit Ecology). Le calendrier de déploiement du consultant a été également été élaboré (**Annexe 3**).

2.2.2 Investigations de terrain

Des visites de terrain ont été effectuées dans les différents quartiers précaires (Bonabéri, Mambanda, Makepe Missoké, Bepanda, Bonassama, Dakar, Bilongué, etc.) de la ville de Douala touchés par le projet. Des entretiens semi-structurés ont ainsi eu lieu avec les ménages des quartiers précaires, les responsables des PME, le personnel des CAD 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème}, les responsables des administrations publiques bénéficiaires des installations (**Annexe 4**). En outre, un groupe de discussion a été organisé avec les membres de l'unité de production des sacs marmites à savoir l'entreprise Socoo Eco-Green.

Les entretiens avec les parties prenantes suscitées ont permis de connaître les actions du projet dont elles ont bénéficié, d'apprécier les impacts de ces actions dans leurs vies, d'apprécier leur niveau de connaissances sur certains thèmes développés lors des séances d'information et de renforcement de capacités ainsi que les relations/de partenariat (niveau de collaboration) qu'ils entretiennent avec la FCTV dans le cadre du projet LCE.

Les entretiens réalisés auprès des unités de production et des PME ou entreprises de distribution des produits à faible émission en carbone visaient à connaître les différentes formations qu'elles ont bénéficié et l'utilisation faite de celles-ci afin d'apprécier leur efficacité. En ce qui concerne le personnel communal, ces entretiens ont permis d'apprécier leur niveau de connaissances et de prise de conscience des options énergétiques qui s'offrent aux ménages précaires de la ville de Douala.

Par ailleurs, ils ont permis de recueillir les points de vue ou leurs avis des différentes parties prenantes de l'approche utilisée par la FCTV ou le projet pour la promotion des produits à faible émission en carbone dans la ville de Douala, de donner leur appréciation des forces et faiblesses du projet.

Cette phase de collecte de données s'est effectuée sans difficultés majeures. Néanmoins, il est important de relever que le consultant a été confronté à la faible disponibilité de certains ménages utilisant les sacs marmites ainsi que le charbon écologique, ce qui a limité le nombre de personnes interviewées dans ces groupes et la non reconnaissance comme bénéficiaires des Solar Bulb fournis par la FCTV par certains ménages.

2.2.3 Traitement et analyse des données collectées

Le traitement et l'analyse des données collectées se sont faits au fur et à mesure des investigations sur le terrain. Elle a permis de rendre disponible les éléments de base à la formulation des constats généraux quant aux progrès réalisés et au niveau de performance atteint par le projet.

2.2.4 Elaboration et soumission des rapports (draft et final) d'évaluation

Après traitement et analyse des données, un draft du rapport d'évaluation finale a été produit et soumis aux commanditaires. Les observations et les remarques effectuées ont permis d'enrichir son contenu en vue de la production du rapport final.

3. RESULTATS DE L'EVALUATION : CONSTATS ET ANALYSES

Cette section présente les résultats de l'évaluation autour de la formulation du projet, de la mise en œuvre du projet, des progrès réalisés et de la performance du projet, des leçons apprises et des recommandations.

3.1 Conception/formulation du projet

Ce paragraphe déroule très brièvement une analyse du document de projet et l'approche utilisée par la FCTV pour la promotion de l'utilisation des produits à faible émission en carbone.

3.1.1 Analyse du document de projet

Le cadre logique, important document de planification n'a pas été élaboré dans le cadre de ce projet, toute chose qui ne facilite pas non seulement la mise en œuvre (notamment le suivi-évaluation) du projet mais aussi l'appréciation de la cohérence entre les objectifs, les résultats attendus, les activités et les indicateurs. En outre, il n'apparaît pas clairement l'équipe en charge de la mise en œuvre du projet.

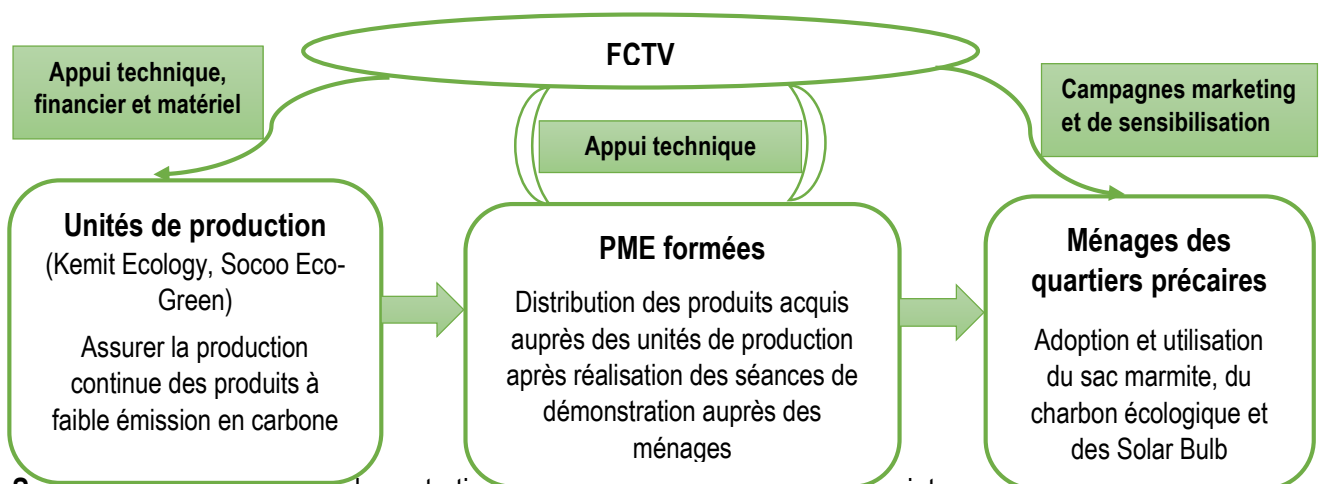
3.1.2 Analyse de la stratégie du projet ou l'approche globale utilisée par la FCTV

Au début du projet, l'approche préalablement définie par la FCTV en vue de promouvoir l'utilisation des produits à faible émission en carbone (sacs marmites, charbon écologique, etc.) était l'organisation des campagnes de marketing auprès du grand public afin de mieux faire ces nouveaux produits, le renforcement des capacités des responsables des PME en entrepreneuriat vert et d'autres thèmes jugés nécessaires. Tout ceci visait à rendre ces PME plus performantes mais de leur permettre d'assurer à la fois la production et la commercialisation des produits suscités. Cette approche n'a pas connu de succès en raison notamment du manque de volonté des certains entrepreneurs de s'engager dans la production mais étaient prêts à être simplement des distributeurs. En outre, il était question pour la FCTV d'effectuer un plaidoyer auprès des décideurs des communes de la ville de Douala en vue de la prise en compte de la bioénergie dans la loi qui encadre l'utilisation des technologies propres et le secteur des énergies renouvelables. Toute chose qui n'a pas été rendue possible en raison de l'absence d'une loi qui encadre actuellement la bioénergie et l'utilisation des technologies propres au Cameroun.

C'est ainsi que la FCTV a développé une nouvelle approche. Elle consiste à identifier d'autres entreprises qui seraient uniquement spécialisées dans la production des produits suscités et à les appuyer dans le démarrage de leurs affaires ou la diversification de leurs activités dans un marché d'énergie à faible émission en carbone. Les unités de production devraient ainsi livrer leurs produits aux entrepreneurs qui étaient d'assurer leur commercialisation auprès des ménages des quartiers précaires de la ville de Douala.

En ce qui concerne les OSC et les décideurs des communes de la ville de Douala, l'approche visait à leur amener à prendre connaissance des différentes options énergétiques qui s'offrent aux ménages des quartiers précaires de la ville de Douala et à prendre conscience de l'importance de leur adoption.

Le graphique suivant résume l'approche utilisée par la FCTV dans le cadre de ce projet pour assurer la promotion des produits à faible émission dans les ménages des quartiers précaires de la ville de Douala.



Source : Consultant à partir des entretiens et des documents de base du projet

Figure 1 : Approche utilisée par l'organisation pour apporter le changement dans la vie des bénéficiaires

Cette figure montre que l'approche utilisée par le projet est d'appuyer les unités de production au démarrage de leurs entreprises ou de soutenir leurs affaires dans un marché de commercialisation des produits à faible émission. Ces unités de production (particulièrement Socoo Eco-Green) selon les contrats signés avec les entrepreneurs sous la coupole de la FCTV devraient livrer des produits (au maximum 10 sac-marmites)

mensuellement aux distributeurs sans aucune avance de paiement mais ces derniers ont cependant l'obligation de verser les sommes correspondantes à la fin de chaque mois (22 de chaque mois). Il faut noter que l'acceptation par la FCTV d'un tel contrat pourrait à la longue constituer un risque important dans la mesure où il menacerait la survie de l'unité de production du sac marmite qui doit compter sur ses ventes pour assurer une production continue. Les entrepreneurs doivent ensuite les vendre aux ménages de la ville de Douala. A cet effet, les entrepreneurs développent eux-mêmes leurs stratégies de vente des produits innovants (campagnes de proximité, campagnes de démonstration dans les tontines, lieux publics, marchés, etc.), toute chose qui ne permet pas que les ménages l'acquièrent à un « prix homologué » (8000 FCFA) tel que convenu dans les contrats de partenariat établis entre la FCTV, les producteurs et les distributeurs.

La production des sacs marmites et du charbon écologique ayant débuté respectivement en janvier et février 2015, il est difficile d'apprécier l'impact de cette approche sur le nombre de ménages ayant adopté les technologies produits. Toutefois, puisque la FCTV veut développer à terme un marché local d'énergie verte, il ressort des entretiens que l'approche utilisée (figure 1) est bonne dans sa conception mais reste insuffisante pour plusieurs raisons. Premièrement, elle ne permet pas actuellement de toucher le plus grand nombre de ménages des quartiers précaires et mieux encore des cibles privilégiées par le projet à savoir les femmes comme responsable du ménage. Ce constat est particulièrement porté pour le sac marmite. Cette situation s'explique par le fait que parmi les deux entrepreneurs ayant signé un contrat de distribution, seul un est très actif, toute chose qui ne permet pas de toucher un grand nombre de ménages. Par ailleurs, en plus de l'insuffisance des campagnes marketing et de démonstration, il ressort des entretiens que le prix de vente (sac marmite particulièrement) est élevé et constitue en conséquence un obstacle majeur à l'adoption des produits innovants par toutes les couches de ménages des quartiers précaires.

Comme forces, dans le cadre de lutte contre les changements climatiques, le projet s'est plutôt penché sur l'atténuation, toute chose qui lui confère un caractère innovant contrairement à d'autres projets qui sont pour la plupart de temps basés plutôt sur l'adaptation. Il apporte de nouveaux produits qui vont permettre à long terme de modifier les modes de vie et réduire considérablement les consommations énergétiques. En plus, cette approche s'est voulue inclusive en faisant participer divers acteurs.

Comme faiblesses relevées dans cette approche, on peut citer la faible connaissance des produits due à la réalisation insuffisante des campagnes marketing et de démonstration dans les points stratégiques des quartiers précaires visés par le projet¹, la limitation des cibles visés aux ménages, le stock insuffisant de produits au niveau des entrepreneurs actifs, la faible prise en compte des plateformes d'échange qu'offrent les communes pour promouvoir les produits, la faible capacité de production des unités de production et la non régularité (charbon écologique particulièrement), la faible disponibilité des produits, l'insuffisante réalisation des campagnes publicitaires (marketing et démonstration) via les mass-média, l'absence des points de vente et d'affiches dans les différentes zones du projet. Pour conclure, l'approche adoptée est bonne mais insuffisante. Comme pour tout nouveau produit il faut insister sur la promotion et la vulgarisation.

¹ Ceci permettrait non seulement de lever les barrières liées aux mentalités mais aussi de faire connaître les produits aux ménages et faciliter ainsi leur commercialisation par les entrepreneurs qui trouvent actuellement qu'elle n'a pas rentable eu égard de la faible quantité écoulee et des coûts supportés pour réaliser des séances de démonstration de proximité. Ceci permettrait de créer un « **processus retour** » c'est-à-dire que les ménages viennent plutôt vers les entrepreneurs.

3.2 Mise en œuvre du projet

Il s'agit dans cette section d'examiner le suivi-évaluation, l'état de collaboration (type de relations) entre les partenaires établis au cours de la mise en œuvre du projet et les ressources humaines.

3.2.1 Etat de la collaboration entre les différents partenaires

Le projet a développé des partenariats d'affaires avec les unités de production ainsi que certaines PME. Il est ressorti des entretiens que la FCTV entretienne de bonnes relations (amicale, constructive, progressive) avec les différentes cibles (entrepreneurs et unités de production. Cependant, il faut noter que certains entrepreneurs estiment que la finalité de la relation établie avec la FCTV n'est pas atteinte dans la mesure où ils ne commercialisent pas encore à ce jour les produits à faible émission en carbone (préférentiellement les lampes solaires² et le charbon écologique). Ces relations ont permis de renforcer la confiance en soi des entrepreneurs, d'avoir une nouvelle vision des affaires ou tout au moins de l'entrepreneuriat et de générer

3.2.2 Suivi-évaluation

Les activités de suivi-évaluation ont été importantes car elles ont permis de modifier certaines activités et de les adapter aux réalités du terrain. Elles ont été réalisées à plusieurs niveaux à savoir la réalisation des visites de terrain, l'élaboration des rapports des différentes activités mises en œuvre ainsi que des rapports annuels.

En matière de suivi, les unités de production et les entrepreneurs actifs dans la distribution s'accordent à dire que le suivi effectué par la FCTV était satisfaisant dans l'ensemble en raison des multiples visites de terrain, des appels de courtoisie. Cependant, bien que le suivi soit satisfaisant, il est important de relever selon certains qu'il n'a pas été toujours efficace dans la mesure où la FCTV ne s'est pas toujours rassurée du respect de certaines clauses de collaboration entre les unités de production et les entrepreneurs en ce qui concerne notamment la livraison des produits par les unités de production dans les différents lieux de localisation des entrepreneurs, le versement aux unités de production des sommes correspondantes des produits livrés par les distributeurs à la fin de chaque mois. En sus, il a été également noté l'absence d'organisation par la FCTV des réunions de concertation entre les différents distributeurs, ce qui permettrait de partager leurs expériences en matière de commercialisation des produits à faible émission en carbone ainsi que les difficultés rencontrées. En ce qui concerne particulièrement les Solar Bulb, une insuffisance de suivi du bon fonctionnement de ces équipements après leur installation a aussi été relevée. Cette situation serait due à une insuffisance de ressources financières étant donné que le projet est achevé en janvier 2015 et des ressources humaines.

3.2.3 Ressources humaines

Le projet étant mis en œuvre dans la ville de Douala, les ressources humaines allouées et pris en charge par le projet LCE étaient insuffisantes pour réaliser l'ensemble des activités prévues par le projet. En effet, étant donné que le projet LCE est une composante du projet W2W, la plupart du personnel du projet LCE était supporté par le budget du projet W2W actuellement clôturé. Ainsi, le chef du projet s'est souvent retrouvé seul à gérer les activités relatives à la planification, l'exécution, le suivi-évaluation, le rapportage et bien d'autres activités du projet.

² Il faut néanmoins noter que les lampes solaires au finish n'ont pas été une originalité puisque vendu dans toutes les surfaces et de plusieurs type venant de la chine et autres pays. La concurrence et les couts ne permettait pas à ces micro entrepreneurs de s'y lancer;

3.3 Appréciation des progrès réalisés et de la performance du projet

Pour apprécier les progrès réalisés et la performance du projet, le consultant s'est appuyé sur la matrice de suivi-évaluation du projet, le document de projet, les rapports annuels d'activités ainsi que les données primaires collectées auprès des parties prenantes. Cette performance sera appréciée à partir de cinq éléments à savoir : la pertinence, l'efficacité, l'efficience, les impacts et la durabilité.

3.3.1 Pertinence

La pertinence est le fait qu'un projet réponde à des besoins réels exprimés à une population ou plus simplement le fait que les problèmes adressés par le projet correspondent aux besoins réels de la population cible, dans le cas présent, les ménages des quartiers précaires de la ville de Douala. Le projet LCE vise à répondre aux problèmes suivants qui touchent les ménages à savoir l'insalubrité généralisée, l'accès inadéquat aux services de base tels que l'eau, le système sanitaire, l'énergie, etc. Le projet est pertinent car il permet de promouvoir le recyclage des déchets produits par les ménages pour produire des produits à faible émission en carbone (charbon écologique), et ce faisant en réduisant les effets du changement climatique. Par ailleurs, le projet est pertinent car il s'inscrit en droite ligne non seulement avec les politiques promues par le gouvernement camerounais en matière de la gestion des déchets solides au niveau national mais aussi les politiques promues au niveau national et même international (d'atténuation et d'adaptation) pour la lutte contre le phénomène du changement climatique.

3.3.2 Efficacité

L'efficacité permet de mesurer le degré d'atteinte des objectifs et des résultats du projet. Il sera apprécié en deux temps à savoir au niveau de la réalisation des activités du projet, de l'atteinte des objectifs et des résultats du projet.

3.3.2.1 Au niveau de la réalisation des activités prévues

Le taux de réalisation des activités du projet au 31 janvier 2015 se trouve en **annexe 5**. Le tableau suivant en présente un résumé.

Tableau 2 : Taux de réalisation des activités du projet au 31 janvier 2015

Activités	Taux de réalisation
Activités transversales	
Taux de réalisation activités transversales	131 %
Résultat 1 : 3000 ménages ayant à la tête de la famille principalement des femmes et six (06) institutions publiques (dispensaires, écoles, gouvernements locaux, etc.) dans trois bidonvilles de la ville de Douala au Cameroun auront adopté au moins d'ici 2015, une nouvelle source de produit à faible carbone afin de promouvoir une énergie durable, contribuant ainsi à une réduction mesurable des émissions de carbone et à l'établissement d'un marché local de l'énergie verte	
Taux de réalisation des activités du résultat 1	77%

Résultat 2 : D'ici 2015, la société civile et les décideurs politiques dans les municipalités de Douala sont davantage conscientisés sur les options énergétiques à faible émission et leurs décisions sont basées sur des choix informés concernant les opportunités pour atténuer le changement climatique	
Taux de réalisation des activités du résultat 2	67%
Résultat 3 : <i>Living Earth Foundation</i> aura d'ici fin 2015, réduit son empreinte écologique de ses opérations en Angleterre et à l'étranger, basé sur une analyse structurée de la portée présente et optimale de tous les programmes existants qui sont considérés à terme comme ayant des bénéfices sur le climat.	
Taux de réalisation des activités du résultat 3	62,5%
Moyenne du taux de réalisation des activités du projet	69%

Source : Consultant sur de la matrice de suivi –évaluation et des entretiens

Il ressort de ce tableau que toutes les activités transversales relatives au renforcement de capacités et aux ateliers menées ont été bien menées, ce qui leur confère un taux de réalisation de plus de 100% selon les cas. Le taux de réalisation des activités du projet est de 69%, ce qui apparaît un peu satisfaisant compte tenu du démarrage tardif du projet. Il faut cependant noter que le nombre et la catégorie (hommes, femmes, jeunes, invalides, etc.) de cibles visées par ces différents ateliers de formation n'ont pas toujours été atteints. Cette situation est due à la difficulté de trouver des entrepreneurs invalides (handicapés) qui étaient intéressés au projet et ayant les dispositions à suivre les formations.

3.3.2.2 Au niveau de l'atteinte de l'objectif et des résultats du projet

Cette section présente le degré d'atteinte des résultats du projet et de l'objectif. Pour ce faire, nous avons posé l'hypothèse que chaque résultat a le même poids. Le taux de réalisation de chaque indicateur contribuant à l'atteinte d'un résultat donné a été évalué en faisant une comparaison entre ce qui a été prévu et ce qui a été effectivement renseigné et réalisé. Pour obtenir le taux de réalisation d'un résultat donné, on a fait la somme des taux de réalisation de tous les indicateurs qui constituent le résultat. Le détail de l'estimation du taux d'atteinte des résultats se trouve en **annexe 6**. Le tableau suivant présente un résumé du tableau d'estimation des taux de réalisation des résultats attendus.

Tableau 3 : Estimation du taux d'atteinte des résultats immédiats du projet

Résultats attendus	Taux de réalisation	Commentaires
Résultat 1	9%	Ce faible taux de réalisation est essentiellement au retard accusé dans le démarrage effectif des activités du projet de l'ordre de huit (08) mois, toute chose qui n'a pas permis aux entrepreneurs de toucher un plus grande nombre de ménages. Il y a aussi les négociations avec les détenteurs de la technologie qui a pris du temps car nous avons voulu avoir une autorisation formelle pour le Wonder bag (sac marmite) venu d'Afrique du Sud pour sa production et sa commercialisation, mais ceci est avéré très laborieux.
Résultat 2	50%	Ce taux est relativement faible est dû à l'inexistence d'un cadre législatif qui encadre le secteur de la bioénergie et qui favorise l'utilisation des technologies propres au Cameroun. Or, lors de la formulation le projet à travers ce résultat visait à faire un plaidoyer afin d'influencer la prise de décision en matière de stratégies de mitigation des changements climatiques. Néanmoins, les autorités locales rencontrées ont pris conscience des différentes options énergétiques propres qui s'offrent aux ménages de la ville de Douala même s'il faut reconnaître que des décisions n'ont pas été prises en faveur de l'atténuation des changements climatiques conférant ainsi ce taux

Résultat 3	62,5%	Ce taux est assez satisfaisant et son impact se fera ressentir lors de la mobilisation des financements par les partenaires de LEF (FCTV, autres) pour la mise en œuvre des projets en faveur de la lutte contre les changements climatiques.
Moyenne	40,5%	

Source : Document de projet et entretiens

Le taux d'atteinte des résultats qui n'est autre que le taux d'atteinte de l'objectif du projet est de 40%. Ce taux relativement faible s'explique par le fait que le démarrage effectif du projet a connu un retard de l'ordre de huit (08) mois car il a réellement débuté en mai 2013. Cette situation n'a pas permis d'implémenter certaines activités (campagnes de démonstration par les entrepreneurs) qui devraient contribuer à toucher le maximum de ménages. De même, l'identification des technologies appropriées et acceptées par les communautés a aussi joué un rôle négatif dans l'atteinte des résultats du projet. Par ailleurs, plusieurs autres contraintes déjà relevées plus haut constituent des facteurs limitant l'atteinte des résultats du projet notamment le résultat clé 1 qui visait à amener 3000 ménages à adopter les produits à faible émission en carbone. Il s'agit de l'insuffisance des ressources humaines mobilisées pour la mise en œuvre du projet ainsi que des insuffisances relevées dans l'approche utilisée par le projet pour la promotion des produits.

En plus de l'appréciation de l'atteinte de l'objectif du projet, il a également été apprécié l'efficacité d'autres éléments à savoir le renforcement des capacités et les ateliers d'information et les campagnes de sensibilisation.

❖ **Au niveau du renforcement des capacités**

Son appréciation s'est faite en fonction des personnes ciblées pour la formation et de l'utilisation qui a été faite de ces formations par les bénéficiaires.

Les personnes formées étaient entre autres des femmes, des hommes, des jeunes et des handicapés (e). Ainsi, pour toutes les formations organisées par la FCTV dans le cadre de ce projet, au total 44 hommes, 20 femmes, 2 jeunes et 01 handicapé ont renforcé leurs capacités.

Actuellement, sur les 20 entrepreneurs formés, seuls quatre (04) soit 20% dont deux (02) sont actifs dans la production (Kemit Ecology et Socoo Eco-Green) et deux (02) autres dans la commercialisation des produits à faible émission en carbone (particulièrement des sacs-marmites). Ceci est due au fait que dès l'entame du projet, un manquement a été relevé dans le processus de sélection des personnes à former en raison notamment de l'absence des différents produits (charbon écologique, sacs marmites, Solar Bulb) à vulgariser. En effet, après leur formation, certains entrepreneurs ont souligné le fait que la commercialisation du sac marmite n'est pas rentable (prix de vente élevé ne permettant pas de dégager un bénéfice) mais aussi surtout qu'il ne rentre dans le cadre de leurs priorités (préférence pour les lampes solaires Schneider qui se sont avérées être très chères). Pour conclure, le ciblage des personnes à former n'était pas très efficace dans la mesure où la majorité des personnes formées (80%) ne participent pas encore³ à au moins une activité pour laquelle ils ont été formés (production et commercialisation des produits à faible émission). Toute chose qui peut constituer une perte d'investissements qui aurait pu être alloué à la réalisation d'autres activités à fort potentiel d'impacts.

³ Cependant, lors des entretiens, certains entrepreneurs ont manifesté la volonté à commercialiser les lampes solaires ainsi que le charbon écologique si la FCTV venait à renouveler leur contrat de partenariat. Concernant les sacs-marmites, ces entrepreneurs souhaitent le faire uniquement si la FCTV venait à multiplier les campagnes de démonstration.

Relativement aux formations, il faut noter que le niveau de maîtrise des connaissances acquises lors des formations n'a pas été apprécié lors de cette évaluation. Toutefois, en ce qui concerne l'utilité des formations, toutes les personnes formées interviewées s'accordent à dire que les différentes formations bénéficiées dans le cadre du projet leur ont été utiles. En effet, elles ont permis aux entrepreneurs interviewés de développer leur entreprise (20%), d'améliorer la gestion quotidienne de leurs entreprises (tenue de la comptabilité et gestion des stocks, gestion et suivi du personnel, meilleur suivi de la fiscalité, organisation des réunions d'équipes, rédaction des rapports d'évaluation de son activité, techniques de recherche des sources de financement à la banque, gestion des partenaires, etc.) (100%), d'assurer l'expansion de leurs entreprises par la création des succursales (15%) et donc la création d'emplois mais aussi la diversification des produits de l'entreprise par leur intégration dans un marché d'énergie à faible émission carbone (20%). En outre, les entrepreneurs rencontrés (100%) sont tous d'accord sur le fait que l'accompagnement de la FCTV a apporté un changement dans leurs affaires et sont convaincus en même temps que ce changement pourrait se pérenniser dans le temps.

❖ **Au niveau des ateliers d'information et des campagnes de sensibilisation**

Les personnes visées par ces activités étaient entre autres les ménages des quartiers précaires de la ville de Douala ainsi que les responsables des administrations publiques. L'accompagnement de la FCTV dans le cadre du projet LCE a contribué à ces acteurs à prendre conscience des différentes options énergétiques (charbon écologique, lampes solaires, etc.) qui s'offrent à elles ainsi que les avantages de chacune d'elles.

On peut dire que le projet a une efficacité satisfaisante dans le renforcement des capacités, la sensibilisation, l'information et les campagnes marketing.

3.3.3 Efficience

L'appréciation de l'efficience se fera à deux niveaux : qualité des réalisations et coûts de réalisation du projet.

3.3.3.1 Au niveau de qualité des réalisations

Comme souligné plus haut, les différentes formations réalisées dans le cadre de ce projet et dont ont bénéficié les PME étaient de bonne qualité en raison de qu'elle a permis d'améliorer dans la gestion quotidienne de ces PME. Il en est de même des études réalisées (marché des énergies dans la ville de Douala, marché des énergies renouvelables) qui ont permis de définir les orientations stratégiques et de cadrer l'action. Il est ressorti des entretiens que les Solar Bulb installés dans les ménages n'étaient pas satisfaisants du point de vue technique car la plupart de ces Solar Bulb suintait pendant toute la saison de pluies. En outre, il se dégage des entretiens avec l'un des responsables des administrations publiques bénéficiaires de l'installation d'un chauffe-eau solaire que le suivi de la FCTV n'était pas régulière suite à l'installation de cette technologie.

3.3.3.2 Au niveau des coûts des réalisations

Plusieurs activités ont été réalisées dans le cadre de ce projet. L'analyse des coûts des réalisations se fera autour de quelques réalisations du projet. Le tableau suivant présente quelques réalisations du projet.

Tableau 4 : Coût des réalisations de quelques activités du projet

Désignation	Quantités	Coûts (£)
Appui à la réalisation des recherches sur les énergies renouvelables	03	7 170

Engagement des consultants pour les différentes formations réalisées dans le cadre du projet	03	15 701
Appui à la création de deux entreprises engagées dans la production des produits à faible émission en carbone	02	5 262
Accompagnement à la réalisation de deux projets communautaires	02	6 272
Engagement des consultants pour la réalisation d'une campagne marketing et d'une campagne d'éducation civique aux changements climatiques	02	7 682
Conception et impression des brochures d'information et de communication	5200	1 762
Conception et impression des supports de formation	06	2 571

Source : Membre de l'équipe

Le tableau montre que les coûts des réalisations ci-dessus du projet sont raisonnables. Seul le coût engagé pour le recrutement des consultants en charge de trois formations est très importante. Ceci est dû au fait que l'une des formations (Entrepreneuriat vert) s'est étalée sur presque deux mois mobilisant ainsi plus des ressources financières. Cette formation en entrepreneuriat vert a été bénéfique pour des PME qui ne sont pas actuellement impliquées dans la distribution des produits à faible émission en carbone. Malgré la raison précédemment évoquée, il est néanmoins important de relever que ce coût reste tout de même important contrairement au coût affecté par exemple à l'appui à la création des entreprises chargées de la production des produits à faible émission en carbone. Ces unités de production constituent le maillon à la base et l'un des plus importants de la chaîne de commercialisation, sans lequel tout le processus de commercialisation/distribution n'aurait de sens. A cet effet, il serait souhaitable que dans l'avenir que les sommes allouées à la réalisation des activités en faveur de ces acteurs soient proportionnelles au rôle qu'il joue dans la chaîne de valeur des produits à faible émission en carbone. Ceci est d'autant plus vrai que l'entreprise en charge de la production du charbon écologique ne réussisse pas encore à produire des quantités suffisantes capables de satisfaire la demande actuelle considérée même encore comme faible par rapport au potentiel qu'offre la ville. Cette demande connaîtra à coup sûr une croissance importante dans les mois à venir qu'il faudra satisfaire. Ainsi, les coûts destinés à l'appui à la mise en place des unités de production auraient été plus élevées qu'ils n'y auraient pas eu de rupture de stock de la production du charbon écologique durant les mois de Février à Avril 2015⁴.

3.3.4 Impacts

L'impact d'un projet de développement est généralement apprécié dans le long terme c'est-à-dire plusieurs années après sa mise en œuvre. Dans le présent projet, nous apprécierons uniquement les effets ou les impacts immédiats du projet sur la vie des bénéficiaires à savoir les ménages utilisant les sacs marmites et le charbon écologique, les ménages utilisant les Solar Bulb et les administrations publiques.

3.3.4.1 Ménages utilisant les sacs marmites et le charbon écologique

En prenant la date de clôture du projet à savoir le 31 janvier 2015, seuls trois (03) ménages ayant à la tête un homme comme chef de famille utilisaient des sacs marmites. Mais rendu au 31 mai 2015, en plus de trois (03) suscités, environ 45 ménages (dont 25 ont acheté auprès d'un entrepreneur⁵ et 20 directement auprès de l'unité

⁴ Il faut noter que l'augmentation de la ligne budgétaire consacrée à l'appui à la mise en place des unités de production n'est pas le seul facteur (analyse du mode de gouvernance) sur lequel il faille agir pour accroître la production actuelle.

⁵ A cet effet, ce dernier identifie les noms des différents acheteurs dans d'une fiche d'identification conçue à cet effet.

de production Socoo Eco-Green) ont adopté et utilisent des sacs – marmites. C'est dire que la vente de ce produit est prometteuse dans les années à venir. Dix-huit (18) parmi les 28 ménages ayant été identifiés lors de l'achat sont gérés par une femme (responsable du ménage). Il ressort des entretiens que ces ménages ont au moins deux mois d'utilisation de ce produit. Selon les personnes interviewées, l'adoption du sac marmite leur a certainement permis d'avoir un gain monétaire qu'elles n'ont pas estimé. Ce gain provient de la réduction de la consommation de gaz, de bois et de charbon de bois eu égard des avantages de ce sac (conservation à chaud des aliments, achèvement de la cuisson engagé sur d'autres sources d'énergies). Les personnes interviewées sont tous très satisfaits de l'utilisation du sac marmite car elles estiment que cela a apporté un changement dans la gestion de leur temps et leur a dépanné lorsque leur gaz est finie.

En ce qui concerne le charbon écologique, au moins 14 ménages (dont 10 dirigés par des hommes et 4 par des femmes) l'utilisent à la date du 31 janvier 2015. Tout comme les sacs marmites, les ménages interviewés sont très satisfaits de son utilisation malgré qu'il prenne difficilement feu lorsqu'on veut l'allumer. En outre, il ne salit pas les marmites. Seulement, ce produit n'a pas contribué à réduire les dépenses engagées pour la consommation énergétique destinée à la cuisson des repas. En effet, pour les personnes interviewées, le prix de vente du charbon écologique est presque équivalent à celui du charbon de bois. Bien plus, le charbon écologique permettrait de cuire presque le même nombre de repas que lorsqu'on utilise le charbon de bois⁶.

Cependant malgré les avantages économiques et sanitaires dont procurent ces produits, l'insuffisance des campagnes de sensibilisation et de démonstration et le prix relativement élevé du sac marmite pourraient constituer des obstacles à l'adoption massive de ces technologies par les ménages.

3.3.4.2 Ménages utilisant les Solar Bulb

Cent six (106) ménages sont bénéficiaires des Solar Bulb. Selon les personnes interviewées, leur utilisation depuis plus de deux (02) ans leur apporter un changement car elles ont amélioré leur accès à la lumière diurne, ce qui n'était pas le cas avant. De même, pour certains, l'utilisation de ces bouteilles a contribué à réduire leur consommation énergétique de l'ordre de 400 à 500 FCFA mensuellement. On pourrait donc dire qu'il y'a des impacts positifs.

Cependant, en plus des impacts positifs générés par l'utilisation de cette technologie, des impacts négatifs ont également été enregistrés par certains ménages de la ville de Douala dus à la perte de certains équipements tels que : un congélateur, une régulation de tension, etc. et l'engagement des dépenses par les ménages pour réparation de leurs toitures. En effet, lors de la saison de pluie, le lieu où a été installée la bouteille produisant la lumière diurne suinte et mouille tout ce qui est dans la trajectoire d'écoulement. Cette situation serait due à un problème d'étanchéité créé à une mauvaise installation (insuffisance du mastic).

3.3.4.3 Administrations publiques bénéficiaires des installations solaires

Deux (02) administrations publiques à savoir le Centre Médical d'Arrondissement d'Oyack et l'Hôpital de Bonassama ont bénéficiés respectivement d'une plaque solaire et d'un chauffe-eau solaire.

⁶ Il faut cependant noter que parmi les personnes interviewées, une seule femme a reconnu que le charbon écologique est plus économique car pour le même montant de charbon écologique, elle cuit plus de repas que lorsqu'elle achète le même montant de charbon de bois. A cet effet, il importe d'effectuer des tests d'efficacité entre ces deux produits.

L'installation de plaque solaire dans la petite et la grande salle d'hospitalisation, la salle de soins, la salle d'accouchement, la pharmacie, le hall et certains bureaux a eu des impacts positifs sur le Centre Médical d'Arrondissement d'Oyack. Celle-ci, en plus réduire leur consommation énergétique a contribué à l'augmentation de la fréquentation des clients (patients)⁷. En outre, cela a contribué de manière indirecte à l'amélioration des conditions de vie des patients qui visitent ce centre en général et particulièrement ceux qui bénéficient des services d'hospitalisation, des soins). Ceci par l'amélioration de l'accès aux soins de santé.

Quant à l'hôpital de Bonassama, l'installation d'un chauffe-eau solaire n'a pas malheureusement eu un impact positif sur ce dernier en raison de l'arrêt du fonctionnement de cet équipement dix jours après son installation par les techniciens. Des effets négatifs ont été plutôt enregistrés car des dépenses ont été engagées pour résoudre le problème d'étanchéité créé au bloc de bionatologie. Une négligence de la part des responsables de cet hôpital qui pourtant étaient favorables à l'installation d'un pareil système a également été relevée. En effet, il est précisé dans le contrat de partenariat établi entre la FCTV, l'entreprise installatrice du système de chauffe-eau solaire et l'hôpital de Bonassama que cette dernière est tenue d'informer les autres signatures d'une quelconque défaillance de fonctionnement afin que cela soit corrigé dans le cadre du service après-vente.

On peut dire que le projet LCE a néanmoins eu des impacts positifs immédiats sur les ménages ainsi que sur une administration publique.

3.3.5 Durabilité

Comme souligné plus haut, les résultats obtenus dans le projet LCE peuvent se pérenniser dans le temps. En effet, les acquis des formations reçues par les entrepreneurs fait déjà partie de la vie quotidienne de leurs entreprises car ils mettent en pratique les connaissances acquises. En outre, plusieurs autres entrepreneurs formés ne distribuant pas encore ces technologies sont prêts désormais à les commercialiser (particulièrement le charbon écologique). Bien plus, les ménages qui utilisent déjà les technologies propres visées par ce projet se sont déjà engagés à amener d'autres ménages (particulièrement leurs proches) à les connaître et les utiliser.

Certains facteurs peuvent favoriser la durabilité des résultats obtenus par le projet. On peut citer entre autres l'expérience acquise par FCTV dans la mise en œuvre du projet mais aussi la dynamique impulsée dans le cadre de la promotion des produits à faible émission en carbone via l'approche mis en place, les avantages économiques et sanitaires que présentent les produits à vulgariser, la disposition et la disponibilité des entrepreneurs à s'engager dans un marché de commercialisation des produits à faible émission en carbone.

Cependant, certains facteurs influencent ou peuvent influencer négativement sur la durabilité des résultats du projet. On peut citer entre autres l'insuffisance des ressources financières/la faible mobilisation du financement pour assurer une multiplication des campagnes publicitaires dans les mass-médias et des campagnes de démonstration, l'absence des produits de substitution des matières premières utilisées pour la production des sacs marmites afin de réduire le coût de production et donc le prix de vente, la faible collaboration entre tous les acteurs qui peuvent favoriser la vulgarisation, le petit effectif des unités de production formées ainsi que des entrepreneurs impliqués dans la commercialisation, l'absence des points de vente dans les coins stratégiques de la ville de Douala.

⁷ Il faut cependant noter que l'augmentation de la fréquentation est aussi due à l'augmentation de l'effectif des médecins.

3.4 Leçons apprises, possibilités de réplication et formulation des recommandations

Cette section présente les leçons apprises de la mise en œuvre du projet, les possibilités de réplication de l'action ainsi que quelques recommandations pour améliorer l'action future.

3.4.1 Leçons apprises et possibilités de réplication

Les principales leçons apprises de la mise en œuvre du projet LCE sont présentées ainsi qu'il suit :

- ❖ La promotion des technologies à faibles émissions en carbone dans le contexte de la ville de Douala ne sera possible que grâce à la mobilisation des ressources financières supplémentaires pour continuer avec la dynamique ainsi impulsée ;
- ❖ L'adoption massive des produits à faible émission en carbone par les ménages passe nécessairement par la multiplication des campagnes de sensibilisation et des campagnes de démonstration ;
- ❖ Il n'y a peu de chances de toucher le plus grand de ménages des quartiers précaires de la ville de Douala sans s'attaquer préalablement aux problèmes de disponibilité (problématique de la quantité), de fiabilité (problématique de la qualité) et d'accessibilité (problématique économique ou question de prix de vente, proximité des ménages) des produits à faible émission en carbone en cours de vulgarisation actuellement;
- ❖ La lutte contre le changement climatique passe par la fédération des efforts de toutes les parties prenantes au projet (bailleurs de fonds, OSC, institutions publiques, PME, unités de productions, ménages, etc.) ;
- ❖ L'implication réelle de tous les responsables formés des PME dans la commercialisation ne sera véritablement effective que lorsqu'ils seront certains de la récurrence et de la perpétuation de leur gain ;

Compte tenu du fait que toutes les villes camerounaises font face aux problèmes énergétiques et sont vulnérables aux conséquences des changements climatiques, le projet LCE peut à priori être replicable dans toutes les villes camerounaises. En effet, toutes les villes du Cameroun produisent des déchets et les ménages qui s'y trouvent consomment différentes formes d'énergies susceptibles d'exacerber le phénomène de changement climatique. Dans ce contexte, tout projet visant la promotion des technologies propres serait favorable pour ces villes. Cependant, un pareil projet pourrait être bien accueilli par les populations vivant dans la partie Nord du Cameroun. En effet, cette partie possède un bon ensoleillement favorable à la promotion de la technologie Solar Bulb. Par ailleurs, les villes de Yaoundé et de Mouanko seraient favorable à la promotion du sac marmite ainsi que le charbon écologique.

3.4.2 Formulation des recommandations

Au terme de cette mission d'évaluation et s'appuyant sur les différents constats faits, les leçons apprises du projet, les recommandations suivantes sont formulées :

- ❖ Améliorer le contenu du document du projet en intégrant dans les projets futurs la matrice du cadre logique, élément important pour le suivi de la mise en œuvre de l'action ;
- ❖ Créer une plateforme de concertation au niveau local (Douala) entre les différents institutions publiques et privées susceptibles de jouer un rôle important dans la promotion des technologies propres ;
- ❖ Multiplier les campagnes marketing, de sensibilisation et surtout de démonstration dans les points stratégiques de la ville ainsi via les mass-médias (radio, télévision, etc.) ;

- ❖ Elargir les quartiers cibles à d'autres quartiers (même les plus huppés) de la ville étant donné que la finalité de réduire au maximum les GES afin de participer au marché du carbone via les différents mécanismes existants (Mécanisme de Développement Propre, REDD+, etc.) ;
- ❖ Organiser la collecte de polystyrène auprès des vendeurs des réparateurs des déchets d'équipements électriques et électroniques après avoir préalablement mené une étude pour explorer les voies d'une possible substitution avec le polystyrène actuellement acheté, il en est de même pour le tissu utilisé ;
- ❖ Réaliser une étude pour évaluer la faisabilité d'intégrer les entreprises intervenant dans la couture comme unités de production du sac marmite ;
- ❖ Organiser un atelier de partage ou de dissémination des résultats avec toutes les parties prenantes. Cette activité pourrait chevaucher avec une campagne de démonstration des produits propres. Toute chose qui permettrait aux ménages utilisatrices de ces technologies de les partager leurs expériences avec d'autres ménages ;
- ❖ LEF doit veiller à la mise en place ou à la réalisation de la politique de changement climatique par elle élaborée pour les projets que ses différents partenaires mettent en œuvre dans les pays en continuant à mobiliser des fonds pour la mise en œuvre des actions en faveur de la lutte contre les changements climatiques.

CONCLUSION

Le projet LCE a été mis en œuvre à Douala au Cameroun entre la période d'octobre 2012 au 31 janvier 2015. Il a permis de réaliser des nombreuses activités avec des taux d'exécution relativement satisfaisants (69%). Cependant, le taux d'atteinte des résultats apparaît relativement faible (40,5%) en raison du retard accusé dans le démarrage du projet. Toutefois, ces résultats pourraient se pérenniser en raison de la dynamique impulsée par la FCTV pour la promotion des technologies propres dans la ville de Douala. Pour ce faire, il serait souhaitable que de nouveaux financements soient mobilisés pour continuer l'action.

ANNEXES

Annexe 1 : Plan d'évaluation du projet

1. But général du projet

1.1 Objectif général

Encourager et favoriser la participation dans un marché de commercialisation d'énergie à faibles émissions en carbone dans le but de saisir les opportunités socio-économiques à travers une réduction du taux des gaz à effet de serre (GES). La finalité étant d'améliorer les conditions de vie des quartiers précaires de la ville de Douala à travers la promotion d'un marché de commercialisation de produits à faible émission en carbone auprès des petites et moyennes entreprises, des organisations de la société civile.

1.2 Objectif spécifique du projet

Le projet Low Carbon Energy vise à créer un cercle vertueux par lequel les entreprises sociales développement dans des affaires fournissant des services contrôlées et organisées, des opportunités d'emploi contribuant ainsi à la lutte contre le changement climatique.

2. Résultats attendus du projet

Résultat 1 : 3000 ménages des bidonvilles ayant à la tête de la famille principalement des femmes et six (06) institutions publiques (dispensaires, écoles, gouvernements locaux, etc.) dans trois zones de bidonvilles de la ville de Douala au Cameroun auront adopté au moins d'ici 2015, une nouvelle source de produit à faible carbone afin de promouvoir une énergie durable, contribuant ainsi à une réduction mesurable des émissions de carbone et à l'établissement d'un marché local de l'énergie verte.

Résultat 2 : D'ici 2015, la société civile et les décideurs politiques dans les municipalités de Douala sont davantage conscientisés sur les options énergétiques à faible émission et leurs décisions sont basées sur des choix informées concernant les opportunités pour atténuer le changement climatiques

Résultat 3 : Living Earth Foundation aura d'ici fin 2015, réduit son empreinte écologique de ses opérations en Angleterre et à l'étranger, basé sur une analyse structurée de la portée présente et optimale de tous les programmes existants qui sont considérés à terme comme ayant des bénéfices sur le climat.

3. Parties prenantes du projet : Comic Relief, Living Earth Foundation, Fondation Camerounaise de la Terre Vivante (FCTV), Petites et moyennes entreprises exerçant dans le secteur énergétique et la gestion de déchets, ménages des quartiers précaires de la ville de Douala, responsables des institutions publiques (MINEE, MINEPDED, CAD 2, CAD3, CAD 4, etc.), organisations de la société civile et organisations internationales (CIPRE, ADEID, PNUE, etc.)

Parties prenantes devant prendre part à l'évaluation finale et devant tirer l'information de celle-ci : Comic Relief, Living Earth Foundation, Fondation Camerounaise de la Terre Vivante (FCTV), Petites et moyennes entreprises exerçant dans le secteur énergétique et la gestion de déchets, ménages des quartiers précaires de la ville de Douala, responsables des institutions publiques (MINEE, MINEPDED, CAD 2, CAD3, CAD 4, etc.), organisations de la société civile et organisations internationales (CIPRE, ADEID, PNUE, etc.)

4. Outils d'évaluation à utiliser : Interviews semi-structurées, groupes de discussion, tests de connaissances

5. Sources de données : Documentation sur le projet, données primaires recueillies auprès des parties prenantes au projet

Annexe 2 : Guides d'entretien

Guides d'entretien des ménages utilisant les sacs marmites et le charbon écologique

1. Est-ce que vous êtes responsables du ménage ?
2. Depuis combien de temps utilisez-vous les produits (sacs marmites, charbon écologique) à faible émission en carbone ? Quelle est la fréquence d'utilisation ? Avez-vous réduit votre consommation de bois/charbon de bois/gaz/pétrole ? Si oui, de l'ordre de combien mensuellement ? Est-ce que vous les mélangez avec d'autres produits ?
3. Quels sont les différents avantages (économiques, sanitaires) rendus par l'utilisation de ces produits ? Etes-vous satisfait de ces produits (importance) ?
4. Seriez-vous prêt à amener les autres ménages à utiliser ces nouvelles technologies propres en présentant dans l'avenir votre expérience de l'utilisation de ces produits faiblement carbonés lors des séances de démonstration ? Si oui, comment ? Et sous quelle condition ?
5. Selon vous, quelles sont ou quelles pourraient être les barrières à l'adoption massive de ces technologies par les ménages de la ville de Douala ? Que proposez-vous pour lever ses barrières ?

Guides d'entretien des ménages bénéficiaires des produits Solar Bulb

1. Depuis combien de temps utilisez-vous des bouteilles de lumière pour l'éclairage diurne ? Est-ce que son utilisation vous a permis de réduire vos dépenses d'électricité/de pétrole/de bougie ? Si oui, de l'ordre de combien mensuellement ?
2. Pensez-vous que les bouteilles de lumière pour l'éclairage diurne (Solar Bulb) fournis par le projet 'Low Carbon Energy ont apporté un changement dans votre vécu quotidien ? Motivez votre réponse selon le choix

Guides d'entretien des administrations publiques bénéficiaires des installations

1. Quel (s) service (s) de votre structure bénéficie (ent) des installations fournies par la FCTV ?
2. Est-ce que les infrastructures fournies (installation photovoltaïque, chauffe-eau solaire) par la FCTV dans le cadre du projet « Low Carbon Energy » ont contribué à réduire votre consommation électrique ainsi vos coûts de fonctionnement depuis son installation ?
3. Quelles difficultés faites-vous face dans la gestion de cette installation ?
4. Etes-vous satisfait du partenariat établi avec la FCTV dans le cadre du projet Low Carbon Energy ? Motivez votre réponse selon le cas.

Guides d'entretien des acteurs de la société civile et des responsables des communes

1. Quelles actions peut – on mettre en œuvre pour atténuer et/ou pour venir à bout des effets du changement climatique ? Selon vous quel rôle devriez-vous (personnel ou responsable d'une institution) jouer dans les différentes stratégies de lutte contre le changement climatique dans les villes ?
2. Quelles sont les différentes options énergétiques qui s'offrent aux acteurs (ménages, institutions) pour lutter contre les effets du changement climatique ? Quelles sont les simples produits appropriés pour le marché dans les bidonvilles de Douala et ayant un potentiel de réduire la consommation énergétique ?
3. Prenant en compte votre position, seriez – vous prêt à prendre des décisions et/ou à militer pour la prise de décisions en faveur de l'utilisation des technologies à faible émission de carbone dans votre institution ? Donnez-nous quelques raisons qui motivent votre choix selon le cas.
4. Quelle est votre appréciation (forces et faiblesses) de l'approche utilisée par la FCTV dans le cadre du projet Low Carbon Projet pour la promotion de l'utilisation des technologies propres ? Quels sont selon vous les éléments susceptibles d'être améliorés ?
5. Selon vous, quelles sont ou quelles pourraient être les barrières à l'adoption massive des technologies propres par les ménages précaires de la ville de Douala ? Que proposez-vous pour lever ses barrières ?

Guides d'entretien des entrepreneurs

1. Quelles sont les différentes formations que vous avez bénéficiées de la FCTV dans le cadre du projet « Low Carbon Energy » ? Est-ce que ces formations vous ont – elles été utiles ? Si oui, en quoi ?
2. Comment les formations que vous aviez bénéficiées ont permis d'améliorer la gestion quotidienne de votre entreprise et d'assurer son expansion ?
3. Selon vous, l'action de la FCTV a-t-elle un changement ? Si oui, peut-on considérer ce changement comme durable ou plus simplement est ce qu'il poursuivra dans le long terme ?
4. Est-ce que l'accompagnement de la FCTV vous a-t-il permis de promouvoir le démarrage et de soutenir la diversification de votre entreprise dans un marché d'énergie à faible émission carbone ?
5. Que pouvez-vous dire de l'approche utilisée (forces, faiblesses) par la FCTV dans le cadre du projet Low Carbon Projet ? Si elle est maintenue, pourra t-elle permettre de toucher le plus grand nombre de ménages des quartiers précaires de la ville de Douala ? Quels sont les éléments de cette approche susceptibles d'être améliorés pour mieux vulgariser les nouvelles technologies propres ?
6. Quelles stratégies aviez-vous utilisées pour vulgariser les technologies à faible émission en carbone ? Ont – elles portées des fruits ? Motiver votre réponse selon les cas ?
7. Selon vous, quelles sont ou quelles pourraient être les barrières à l'adoption effective et massive des technologies propres par les ménages de la ville de Douala ? Que proposez-vous pour lever ses barrières ?
8. Est-ce que la vente des technologies à faible émission de carbone vous a permis de générer des revenus supplémentaires ? Motivez votre réponse selon le cas.

9. Quelle type de relations entretenez-vous avec la FCTV ?
10. Que pensez-vous du suivi de la FCTV à la suite des formations ?

Guides d'entretien des unités de production

1. Quelles sont les différentes formations que vous avez bénéficiées de la FCTV dans le cadre du projet « *Low Carbon Energy* » ? Est-ce que ces formations vous ont – elles été utiles ? Si oui, en quoi ?
2. Comment les formations que vous aviez bénéficiées ont permis d'améliorer la gestion quotidienne de votre entreprise et d'assurer son expansion ?
3. Selon vous, l'action de la FCTV a-t-elle un changement ? Si oui, peut-on considérer ce changement comme durable ou plus simplement est ce qu'il poursuivra dans le long terme ?
4. Est-ce que l'accompagnement de la FCTV vous a-t-il permis de promouvoir le démarrage et de soutenir la diversification de votre entreprise dans un marché d'énergie à faible émission en carbone ?
5. Depuis combien de temps produisez-vous les technologies à faible émission en carbone ? Quelle est la fréquence/capacité de production de ces produits ?
6. Réussissez-vous à vendre/écouler les différents produits fabriqués ? Si oui, quelle est la durée minimale/maximale d'écoulement d'un produit à faible émission à carbone ? Avez – vous augmenté votre chiffre d'affaire ? Si oui, de l'ordre de combien mensuellement ?
7. Que pouvez-vous dire de l'approche utilisée (forces, faiblesses) par la FCTV pour la promotion des technologies à faible émission de carbone ? Si elle est maintenue, pourra t'elle permettre de toucher le plus grand nombre de ménages des quartiers précaires de la ville de Douala ? Quels sont les éléments de cette approche sont susceptibles d'être améliorés pour mieux vulgariser ces nouvelles technologies ?
8. Quelles stratégies aviez-vous utilisé pour vulgariser les technologies à faible émission en carbone ? Ont – elles portées des fruits ? Motiver votre réponse selon le cas?
9. Selon vous, quelles sont ou quelles pourraient être les barrières à l'adoption massive des technologies propres par les ménages de la ville de Douala ? Que proposez-vous pour lever ses barrières?
10. Est-ce que la vente des technologies à faible émission de carbone vous a permis de générer des revenus supplémentaires ? Motivez votre réponse selon le cas.
11. Quelle type de relations entretenez-vous avec la FCTV ?
12. Que pensez-vous du suivi de la FCTV à la suite des formations ?
13. Quelles sont les principales difficultés auxquelles vous faites dans l'exercice de votre activité (production, commercialisation) ?

Annexe 3 : Calendrier de déploiement du consultant sur le terrain

Numéro d'ordre	Journée	Acteurs ciblés	Localisation
1	03 Juin 2015	Entrepreneurs (07) bénéficiaires de la formation en entrepreneuriat vert	Bepanda (54 escalier) Bessengué, Bonabéri, Village, Akwa, Deido
2	03 Juin 2015	Responsables des administrations publiques bénéficiaires des produits à faible émission de carbone : Directeur et/ou Secrétaire Général de l'Hôpital de Bonassama Responsable du centre pédiatrique (plaque photovoltaïque) Médecin en chef du Centre Médical d'Oyack et Secrétaire Général (chauffe-eau solaire)	Bonassama Oyack
3	04 Juin 2015	Responsables des unités de production des briquettes (Directeur général de Kemit Ecology (Etudiants)) et des sacs-marmites (Présidente de la Coopérative Eco- Green, Mme LENGUE Catherine)	New Priso, Carrière, Bois de Singes Village (Entrée Billes) Pharmacie Marie
4	04 Juin 2015	Ménages (10) bénéficiaires des Solar Bulb	Dakar, Makepe Missoke Bilongué, Mambanda
5	04 Juin 2015	Ménages (5) utilisant les sacs marmites	Akwa
6	05 Juin 2015	Ménages (5) utilisant le charbon écologique	
7	05 Juin 2015	Autorités locales : MINEE, MINEPDEP, Communes d'Arrondissements de Douala 2ème, 3ème, 4ème	Akwa, New-Bell, Bonabéri, Japoma

Annexe 4 : Liste des personnes rencontrées/contactées

N°	Noms et Prénoms	Fonction	Organisation	Localisation	Téléphone	Email
1	ATSEMTSOP Kleber	Directeur Général	ADJEUGA	Ngodi face Sapeur-pompier	675 656 789/694 989 809	RAS
2	TIOKANG Mathurin	Directeur Général	CLAIRELEC	Akwa Fayadort (Rue Casse)	695 857 575	RAS
3	TIAM TIAM Alain	Gérant (Mini quincaillerie)	Ets Le Batisseur	Deido (Grand Moulin)	696 790 200/677 423 630	talainroussel@yahoo.fr
4	MAMOUDA	Gérant (Mini quincaillerie)	Ets Mamouda	Bessengué	696 791 549/674 557 662	RAS
5	NKEHOUNG DEMASSA Roger	Directeur administratif et financier	3Melect	Akwa (Rue casse)	675 288 431/693 296 600	nkedepiro@yahoo.fr
6	JINGJON Napoléon	Promoteur (quincaillerie)	Ets Napoléon	Village, zone de reclassement	677 942 229/796 663 234	RAS
7	LENGUE T. Catherine	Présidente	SOCOO ECO-GREEN	Village, Pharmacie Sainte Marie	675 752 271	RAS
8	DJEUGA Christian	Technicien			675 776 075	RAS
9	TCHAMGOU Laurent	Technicien			675 752 271	RAS
10	NANDOU TENKEU Müller	Directeur Général/promoteur	KEMIT Ecology	New Priso, 1 ^{ère} Carrière, Bois de Singes	678 420 995	kemit.ecology@yahoo.com
11	KUM Jerome	Econome	Hôpital de district de Bonassama	Bonassama	677 440 560	kijze@yahoo.com
12	Dr YEFFOU Arlette	Médecin en chef	Centre Médical d'Arrondissement Oyack	Dakar, Oyack	677 440 930	ayeffou@yahoo.fr
13	GADJEU Anastasie	Surveillante Générale		Dakar, Oyack	676 417 296	RAS
14	NGOUBOU Serge	MINEPDED	Cadre d'appui au bureau des inspections et des évaluations environnementales	Ange Raphaël	672 425 854	RAS
15	NIETCHO Caroline	MINEPDED	Cadre d'appui au bureau des affaires générales	Ange Raphaël	696 775 480	RAS
16	KOBE Marie	CAD 3	Chef service coopération et partenariat/point focal FCTV	Logbaba	677 760 194/699 017 857	marienitchougno@yahoo.fr
17	EPEE BELLE	CAD 4	Agent service technique	Bonabéri, Bonassama	696 433 321	RAS

18	MONGUE POLOG Michèle	CAD 4	Chef de bureau hygiène et assainissement	Bonabéri, Bonassama	695 992 067/676 673 753	polog_ange@yahoo.fr
19	BAIBA Evelyne	CAD 2	Assistance sociale principale	New Bell	679 657 603/699 431 362	RAS
20	KUATSE Omer Pergot	DD MINEE/Wouri	Chef de service des énergies	Immeuble Kassap, Akwa	694 882 353	dupergot@yahoo.fr
21	TCHEKOUTOUO Blaise Martial	Ménage	Chef de ménage	Bilongué	693 045 550	RAS
22	MOTEMZE MOYO Clovis	Ménage	Chef de ménage	Dakar, carrefour pamplemousse	698 369 172	RAS
23	DIDOU Pascal	Ménage	Chef de ménage	Dakar, carrefour pamplemousse	696 066 181	RAS
24	TCHOUAPI Raphaël	Ménage	Chef de ménage	Mambanda	679 807 024	RAS
25	LONTCHI Martin	Ménage	Chef de ménage	Mambanda	696 167 322	RAS
26	SOUAFOUO DOMDJOU Colette	Ménage	Responsable du ménage	Makepe Missoke	699 661 396	RAS
27	KENNE Samuel	Ménage	Chef de ménage	Makepe Missoke	677 887 074	RAS
28	YMELE Jacqueline	Ménage	Chef de ménage	Makepe Missoke	675 389 455	RAS
29	LEKANE Christophe	Ménage	Chef de ménage	Makepe Missoke	699 497 990	RAS
30	NGUEDIA Etienne	Ménage	Chef de ménage	Makepe Missoke	673 143 042	RAS
31	FEUJIO ZANGUIM	Ménage	Chef de ménage	Makepe Missoke	699 270 639	RAS
32	NDOUMBE Robert	ROBERTZ ANDCO	Directeur général	Bonapriso, cimetièrè Njo Njo	699 033 175/677 916 033	r.ndoumbé@robertzandco.com
33	GOUONMENE Mireille	Ouest Eclairage	Responsable du ménage	Akwa Douche	675 980 499	RAS
34	KOUAMO Jubertine	Ménage	Responsable du ménage	Bafoussam	696 495 513	RAS
35	FEZE Christiane	Ménage	Responsable du ménage	Bepanda	676 546 246	RAS
36	KAMYAP Caroline	Ménage	Epoux responsable	Carrefour Ange Raphael	696 634 474	RAS
37	TIEGANG NJONKOU Christine	Ménage	Responsable du ménage	Bonabéri, Npango I	693 187 430	RAS
38	Mme Honorine	Ménage	Responsable du ménage	Dakar	696 301 151	RAS
39	KO'O Angéline	Ménage	Responsable du ménage	Dakar	696 301 107	RAS
40	YOMBOUEN	Ménage	Epoux responsables	Ange Raphaël	694 838 853/679 706 297	RAS

Annexe 5 : Taux de réalisation des activités

Activités prévues	Activités réalisées	Taux de réalisation	Commentaires
Activités transversales			
Production et distribution de 2000 dépliant sur le projet et les changements climatiques	4600 dépliant (200 sur les solar bulb, 1000 sur le projet et les changements climatiques, 4000 sur le sac marmite et les briquettes) ont été produits et distribués lors des campagnes marketing	260 %	RAS
Réalisation de quatre (04) vidéos participatives (étude de cas) 1000 visualisations locales 2000 visualisations internationales	04 vidéos produites 0 visualisations locales 0 visualisations internationales	100% 0% 0%	Les vidéos ont été distribués aux partenaires et à certaines personnes ressources
Formation en 03 (trois) jours de 10 (dix) membres de l'équipe de la FCTV et du CIPRE sur les changements climatiques	10 membres de l'équipe dont 03 du CIPRE et 07 de la FCTV sont formés sur les changements climatiques	100%	Le rapport de formation est disponible.
Taux de réalisation activités transversales		131 %	
Résultat 1 : 3000 ménages des bidonvilles ayant à la tête de la famille principalement des femmes et six (06) institutions publiques (dispensaires, écoles, gouvernements locaux, etc.) dans trois zones de bidonvilles de la ville de Douala au Cameroun auront adopté au moins d'ici 2015, une nouvelle source de produit à faible carbone afin de promouvoir une énergie durable, contribuant ainsi à une réduction mesurable des émissions de carbone et à l'établissement d'un marché local de l'énergie verte			
Réalisation d'une étude sur les nouvelles technologies propres	Une étude sur les nouvelles technologies propres est réalisée	100%	Le rapport est disponible
Réalisation d'une étude sur le marché des énergies renouvelables	Une étude sur le marché des énergies renouvelables au Cameroun est réalisée	100%	Le rapport est disponible
Etude sur les besoins en renforcement de capacités de développement des affaires	Une étude sur les besoins en renforcement de capacités de développement des affaires	100%	Le rapport est disponible
Conception et impression des supports de formation	Les supports de formation ont été conçus et imprimés	200%	La maquette est disponible
Organisation d'un atelier de développement des affaires ou entrepreneuriat vert	Un atelier de renforcement des capacités en entrepreneuriat vert.	59%	20 PME formées sur les 30 visées.
Atelier de renforcement des capacités la chaîne de valeur et l'élaboration d'un plan d'affaires	Un atelier de renforcement des capacités sur la chaîne de valeur et l'élaboration d'un plan d'affaires est réalisé	58%	Seuls 47 personnes ont été touchées sur les 75 prévues.
Appui de 30 entrepreneurs en équipements après la formation	Deux (02) entrepreneurs ont été appuyés après la formation	7%	Le nombre d'entrepreneurs visé (30) n'a pas été atteint mais le budget prévu pour les 30 PME consommé par les 02 PME
Financement des microprojets portés par les entreprises	Deux microprojets portés par des PME financés sur les technologies propres.	10%	Il était prévu de financer 20 microprojets des PME

Réalisation des campagnes marketing sur les produits et les technologies propres	Une campagne de marketing a été organisée au marché Dakar	100%	Le rapport de la campagne est disponible
Réalisation de six (06) projets communautaires pilotes	Deux projets communautaires ont été réalisés	33%	RAS
Taux de réalisation des activités du résultat 1		77%	
Résultat 2 : D'ici 2015, la société civile et les décideurs politiques dans les municipalités de Douala sont davantage conscientisés sur les options énergétiques à faible émission et leurs décisions sont basées sur des choix informés concernant les opportunités pour atténuer le changement climatiques			
Organisation de 6 jours de séminaire avec le programme <i>Climate Change and Urban Vulnerability in Africa</i> (CLUVA)	Un séminaire de deux jours a été organisé avec le programme <i>Climate Change and Urban Vulnerability in Africa</i> (CLUVA)	33%	Le compte rendu de l'activité est disponible
Organisation de séminaire de 8 jours avec les responsables des gouvernements locaux	Un séminaire d'un jour avec les responsables des gouvernements locaux est organisé	12,5%	Le compte rendu de l'activité est disponible
Organisation d'une campagne d'éducation civique sur les changements climatiques	Une campagne d'éducation civique sur les changements climatiques est organisée	100%	Le rapport est disponible
Taux de réalisation des activités du résultat 2		67%	
Résultat 3 : Living Earth Foundation aura d'ici fin 2015, réduit son empreinte écologique de ses opérations en Angleterre et à l'étranger, basé sur une analyse structurée de la portée présente et optimale de tous les programmes existants qui sont considérés à terme comme ayant des bénéfices sur le climat.			
Réalisation de deux études d'évaluation (au début et fin projet) de l'empreinte climatique au siège dans le but de définir des stratégies de mitigation	Une évaluation de l'empreinte climatique du siège (LEF) dans le but de définir des stratégies de mitigation a été réalisée au début du projet	50%	Le rapport est disponible. Cependant, la seconde étude d'analyse de l'état de réduction de l'empreinte écologique n'a pas réalisée
Développement d'une stratégie changement climatique pour tous ses programmes africains pour encadrer solidement le problème dans les limites de la programmation de l'organisation.	Une stratégie changement climatique pour tous ses programmes africains pour encadrer solidement le problème dans les limites de la programmation de l'organisation a été développée	100%	Le rapport est disponible
Organisation d'un atelier d'évaluation des besoins en vue de définir les besoins en renforcement de capacités des partenaires	Un atelier d'évaluation des besoins en vue de définir les besoins en renforcement de capacités des partenaires a été organisé au Kenya	100%	Le rapport est disponible
Réalisation d'une recherche pour la mesure du carbone épargnée au niveau des ménages qu'apporte son intervention	Non réalisée	0%	Absence de moyens financiers pour réaliser cette activité de façon technique car demande la mobilisation des nombreux consultants et experts
Taux de réalisation des activités du résultat 3		62,5%	
Moyenne du taux de réalisation des activités du projet		69%	

Annexe 6 : Estimation du taux d'atteinte des résultats

Résultats	Indicateurs	Réalisé	Commentaires
Outcome 1 : 3,000 slum dwelling mainly women-headed households and 6 public institutions (schools, dispensaries, local government offices) across 3 slum locations in Douala in Cameroon will have adopted at least one new low carbon product to provide sustainable energy by 2015, thereby contributing to a measurable reduction in carbon emissions and the establishment of a local green energy market	3,000 households have adopted at least one new low carbon energy technology	4%	106 households in Douala have been using solar bulb technology as part of our partnership with UN-Habitat (beneficiaries sheet) 5 households in Douala have been using sac-marmite from the selling register of the Cooperative Eco-green 10 households in Douala have been using briquette from the selling register of Kemit Ecology enterprise
	6 Public Institutions have adopted at least one new low carbon energy technology	33%	2 public institutions have been using such technologies (one-solar panel and the other solar hot water)
	75% of these institutions have reduced running costs as a result	0%	A simple survey can be done here! Since one month passed, even short, I think we could record useful data
	20 micro enterprises demonstrating increase in turnover and employment levels as a result of the project	0%	Kemit Ecology (11 new engaged entrepreneurs) and Cooperative Eco-Green (12 new engaged entrepreneurs) are real cases as a result of the project. Now they are going to be in relationship with other entrepreneurs including individual retailers to make products available in several areas in Douala
Taux d'atteinte outcome 1		9%	
Outcome 2 : By 2015 civil society and development policy makers in Douala municipality are more aware of low emissions energy options and their decisions are based on informed choices about opportunities to mitigate climate change	5 project recommendations that are integrated into city planning strategies	0%	No recommendation have been made per council among the five councils targeted. We will invite them to the seminar that will be held in March 2015
	4 actions passed by local government to support green energy entrepreneurs	100%	We expect to receive information (feedback from local officials) from the seminar on this
Taux d'atteinte outcome 2		50%	
Outcome 3 : LEF will, by the end of 2015, make a 10% reduction in the footprint of UK and overseas operations, based on a structured analysis of the current and optimal scope for all existing programmes to be considered in terms of their 'climate benefits'	1 LEF carbon foot print report	50%	RAS
	2 LEF carbon audits	100%	RAS
	1 LEF Africa programme strategy report developed	100%	RAS
	1 carbon savings report	0%	Insufficient financial resources
Taux d'atteinte outcome 3		62,5%	